

CONVOITISES MULTIPLES SUR LE KIVU

Une poudrière au cœur du Congo-Kinshasa

PLUS D'UN AN APRÈS LE RENVERSEMENT DE LA DICTATURE ZAÏROISE, IL EST DÉSORMAIS CLAIR QUE CERTAINES DES MENACES QUI ACCABLAIENT CE PAYS CONTINUENT DE PESER SUR LE CONGO. LA PLUS GRAVE, À COURT TERME, EST LE DANGER D'EMBRASEMENT ETHNIQUE ET MILITAIRE DES DEUX PROVINCES ORIENTALES DU PAYS, LE NORD ET LE SUD DU KIVU, DONT LE SOULÈVEMENT, EN 1996, AVAIT SONNÉ L'ARRÊT DE MORT DU RÉGIME DU MARÉCHAL MOBUTU. UNE EXPLOSION ANNONCÉE, EN DÉPIT DES DISCOURS SUR LA « PRÉVENTION DES CONFLITS ».

PAR GÉRARD PRUNIER *

Frontalières de l'Ouganda, du Rwanda et du Burundi, les provinces du Nord et le sud du Kivu appartiennent à l'espace culturel et économique de l'Afrique orientale et se sont toujours senties très loin de Kinshasa, tant géographiquement que mentalement. Dans les années 20-30, les autorités coloniales belges avaient utilisé le différentiel démographique entre ce que l'on appelait alors le territoire sous mandat du Ruanda-Urundi et le Congo belge, pour importer de la main-d'œuvre rwandaise vers les plantations du Kivu et jusque vers les mines du Katanga. Cela soulageait d'autant la pression démographique sur les hautes terres rwandaises surpeuplées et donnait au colonisateur une main-d'œuvre docile car expatriée.

Ces immigrés rwandais, tant tutsis que hutus, étaient venus s'ajouter à des populations rwandophones qui vivaient dans la région avant l'ère coloniale. Au moment de l'indépendance, ils avaient reçu la citoyenneté congolaise au même titre que les autres habitants du Kivu. Mais, pendant la guerre civile de 1960-1965, la compétition foncière avait amené plusieurs des tribus dites « autochtones » à persécuter les rwandophones « étrangers » pour tenter de récupérer leurs terres.

Comme les « autochtones » avaient en général choisi le camp des rebelles mulélistes (1), le président Mobutu les considéra comme des adversaires et préféra favoriser les rwandophones. Bien représentés jusque dans l'entourage mobutiste - l'un des leurs était chef du cabinet présidentiel -, ils profitèrent de cette faveur pour accaparer de nombreuses terres au nord du Kivu, ce que les « autochtones » ne leur ont jamais pardonné. Mais le maréchal Mobutu ne laissant jamais trop de pouvoir réel à ses créatures, une loi sur la citoyenneté jeta les rwandophones du Kivu dans l'incertitude quant à leur statut de « Zaïrois ».

Dans ce contexte de tensions locales surdéterminées par la politique mobutiste de divisions ethniques, survint la guerre civile rwandaise de 1990, qui devait se terminer par le terrible génocide de 1994. Les rwandophones du Kivu, demeurés longtemps unis face aux ethnies « autochtones », se scindèrent pendant la guerre en Tutsis pro-Front patriotique rwandais (FPR) et en Hutus soutenant le gouvernement du président Juvénal Habyarimana. Sa mort et l'effondrement de son régime pendant l'été 1994, avec la fuite de plus d'un million de réfugiés hutus vers les deux Kivus, firent monter la tension de manière exponentielle : les nouveaux venus, loin de se comporter en réfugiés « classiques », avaient entrepris de se tailler un empire local au Kivu, avec l'aide des Hutus locaux, en se battant à la fois contre les ethnies « autochtones » et contre les Tutsis zaïrois. Pendant deux ans (1994-1996), les extrémistes hutus, utilisant froidement l'aide de l'ONU et des organisations caritatives non gouvernementales grâce à la présence du million de réfugiés qu'ils gardaient sous leur coupe, prirent peu à peu le contrôle politique et militaire des deux Kivus.

Pour réagir contre cette situation dangereuse pour lui, le gouvernement rwandais

organisa une vaste et meurtrière opération militaire de « nettoyage » des camps, entre septembre et novembre 1996. A court terme, l'opération fut une « réussite ». La majorité des réfugiés (environ 700 000) rentrèrent au Rwanda, les autres entamant à pied une tragique dérive transcontinentale qui devait en mener certains jusqu'aux rives de l'Atlantique, au prix d'environ 200 000 morts (2). Mais si cette campagne permit de renverser le régime du maréchal Mobutu (3), à moyen terme elle réintroduisit aussi à l'intérieur du Rwanda la guerre que le général Paul Kagame, l'homme fort de Kigali, avait cru éloigner de ses frontières. Et de nouveau le Kivu se retrouva en première ligne.

Le Nord-Kivu est de loin, aujourd'hui, le plus touché par le renouveau des hostilités. Dans la partie septentrionale, le long de la frontière ougandaise, des maquis originaires de ce pays se sont implantés, profitant de l'absence presque totale de contrôle du régime de Kinshasa sur la région pour opérer en toute impunité contre le pouvoir ougandais : l'Alliance des forces démocratiques (Alliance of Democratic Forces, ADF) est une guérilla multiethnique à dominante fondamentaliste musulmane, mal enracinée dans la région frontalière où elle opère, qui préfère donc s'appuyer sur ses bases arrière au Congo. Elle y survit en bonne partie grâce à l'appui du régime islamiste soudanais, opposé au président ougandais, M. Yoweri Museveni, que Khartoum accuse de soutenir la guérilla chrétienne du Sud. Au Kivu, l'ADF opère adossée aux zones tenues par les ex-Forces armées rwandaises (FAR), l'armée du génocide, qui attaquent régulièrement le Rwanda, où elles commettent de nombreux massacres.

Pour Kampala et pour Kigali, la tentation d'un « coup de torchon » sur toute la région Béni-Rutshuru-Masisi est donc très forte. Une guerre non déclarée s'y déroule déjà depuis près d'un an, les forces armées ougandaises et surtout rwandaises ne cessant d'augmenter le niveau de leur engagement militaire. Cet affrontement étranger sur le sol congolais ne manque pas à son tour d'impliquer les populations locales. Au nord du Kivu, le conflit est triangulaire, les « autochtones », les rwandophones et les Forces armées congolaises (FAC) - qui sont le plus souvent composées de Balubas du Katanga - s'affrontant selon des schémas d'alliance fluctuants, tant entre eux que vis-à-vis des Ougando-Rwandais.

Confusion au sein de la guérilla

Pour simplifier une situation extrêmement complexe - il y a dans la région une bonne dizaine de groupes armés et autant de groupes ethniques, les uns et les autres n'étant pas nécessairement homothétiques - on peut dire que les rwandophones tutsis collaborent avec les forces ougando-rwandaises, les rwandophones hutus les combattent en alliance très instable avec les « autochtones » (4), et les FAC « flottent » au milieu, tentant - plutôt mal que bien - de rétablir un semblant de contrôle « national » sur cette turbulence régionale...

La question de l'ingérence étrangère se pose en des termes différents au Sud-Kivu, où les guérillas burundaises des Forces de défense de la démocratie (FDD) et du Parti pour la libération du peuple hutu (Palipehutu), bien qu'un moment chassées par les forces du président Laurent-Désiré Kabila à l'automne 1996, sont revenues de leur exil tanzanien et ont repris leurs opérations contre le régime du président Pierre Buyoya. Les FDD et le Palipehutu collaborent avec les ex-FAR, les anciennes forces armées rwandaises responsables du génocide, au moins dans la mesure où leurs relations exécrables ne les amènent pas à se battre entre eux.

Cette confusion au sein de la guérilla burundaise permet au président Buyoya d'être plus modéré dans sa politique régionale que le régime rwandais. Si son armée opère parfois discrètement au Sud-Kivu, elle ne le fait jamais pendant très longtemps et elle se retire rapidement. Mais, bien que le Sud-Kivu n'en soit pas arrivé au même niveau de violence que le Nord, il connaît un problème proprement régional très difficile à résoudre, celui des Banyamulenges, un groupe tutsi qui a émigré du Rwanda au siècle

passé et s'est ensuite grossi pendant la période coloniale d'un certain nombre d'immigrés.

Liés au régime Mobutu pendant la guerre civile de 1960-1965 et jusqu'aux années 80, ces rwandophones se sont ensuite retrouvés marginalisés lorsque la politique de bascule du dictateur l'amena à favoriser les « autochtones ». Leur persécution, en 1996, fournit au général Paul Kagame le casus belli dont il avait besoin pour déclencher l'« opération Kabila ». Alors qu'au début des hostilités les Banyamulenges avaient un moment constitué le fer de lance de l'armée de M. Laurent-Désiré Kabila, ils furent jugés embarrassants par le nouveau régime de Kinshasa, une fois la victoire obtenue. En effet, ils ne sont au sud du Kivu qu'une très petite minorité, sans doute de l'ordre de 50 000 à 60 000 personnes (5).

Or, en partie à l'initiative de leur embarrassant protecteur de Kigali, ils se sont imposés à Bukavu et dans la région comme les maîtres du jeu administratif et économique. En février dernier, ils se sont tout à coup trouvés brutalement contrés au sein des FAC, où leur place a été contestée sur ordre de Kinshasa, parfois par d'anciens officiers des Forces armées zaïroises recyclés dans la nouvelle armée. Menacés de voir leurs unités dissoutes et dispersées aux quatre coins du pays, les Banyamulenges se sont mutinés : le mouvement n'a pris fin, au bout de deux semaines, qu'au prix de plusieurs exécutions capitales, et la situation dans la zone Uvira-Bukavu demeure très tendue. Les ethnies locales forment actuellement leurs propres milices pour faire face aux Banyamulenges, car elles craignent que ceux-ci ne soient bientôt renforcés par l'armée rwandaise. L'atmosphère est lourde, les meurtres et les disparitions sont fréquents, et chacun s'attend à voir d'un jour à l'autre la violence massive du Nord-Kivu descendre vers le Sud.

Comment recadrer cette mosaïque de microconflits ethnorégionaux - au sens géographique, car, malheureusement, sur le plan des violences, les victimes se comptent par centaines, et certains mois par milliers ? Il est d'abord évident, quant au fond, que toute cette violence est le résultat d'une surpopulation massive (6), combinée avec un sous-développement tout aussi massif. Micro-Etats d'une vingtaine de milliers de kilomètres carrés, le Rwanda et le Burundi ne sont plus économiquement viables sur la base de l'économie paysanne traditionnelle qui est encore la leur. Et cette violence des micro-Etats déborde sur leur grand voisin congolais.

Sur le plan politique, on assiste à l'extension toujours plus vaste de la catastrophe rwandaise. Huit cent mille morts au moins au cours du génocide de 1994, deux millions de réfugiés en 1994-1996 (7), opération transfrontière de 1996-1997 provoquant la mort de 200 000 de ces réfugiés, renversement de la dictature mobutiste, remplacée par l'autoritarisme sous influence rwandaise du président Laurent-Désiré Kabila, effritement toujours plus poussé de l'Etat congolais au profit des mafias régionales, et, dans le cas du Kivu - où il n'y a pas une mafia régionale, mais plusieurs en compétition -, danger imminent d'explosion.

Il y a quelque ironie amère à constater ce lent glissement vers de nouvelles catastrophes, alors que plus que jamais le slogan du nouvel ordre mondial face aux défis africains est « prévention des conflits ». Or ce conflit-là est visible, annoncé, déjà engagé ; et absolument rien n'est fait, ni par l'ONU, qui se lamentait encore il y a peu, par la voix de son secrétaire général, sur l'inadéquation de sa réaction de 1994 face au génocide ; ni par les Etats-Unis, qui, en mars dernier, à Entebbe, s'intronisaient eux-mêmes protecteurs des fameux « nouveaux dirigeants » africains, aujourd'hui en train de se déchirer ; ni par l'Union européenne, sans doute trop occupée par sa propre harmonisation financière pour se soucier de ces lointaines tragédies.

Le Kivu est au bord de l'explosion, et personne ne cherche les ciseaux pour couper la mèche. Il sera toujours temps, après coup, d'écrire de longs rapports sur les financements internationaux, développant les « leçons apprises » et les recommandations d'actions adéquates, pour la prochaine crise...

* Chercheur au Centre national de la recherche scientifique (CNRS, Paris) et directeur du Centre français d'études éthiopiennes (Addis-Abeba).

- (1) Du nom de Pierre Mulele, l'un des chefs de la rébellion simba, opposée dans les années 60 au gouvernement de Léopoldville (aujourd'hui Kinshasa). Pour une mise en perspective historique, voir Elikia M'Bokolo, « Aux sources de la crise zaïroise », *Le Monde diplomatique*, mai 1997.
- (2) Voir Oscar Garreton, « L'impossible enquête », *Le Monde diplomatique*, janvier 1998.
- (3) Voir Colette Braeckman, « Comment le Zaïre fut libéré », et Philippe Leymarie, « Nouvelle géopolitique en Afrique, sous le coup de la "révolution congolaise" », *Le Monde diplomatique*, juillet 1997.
- (4) Ce sont eux qui forment les fameuses milices dites « Maï Maï », levées essentiellement parmi les ethnies bahunde et banyanga. Mais le terme a tendance, depuis quelques mois, à devenir générique, et les combattants « autochtones » baviras, bashis ou babembes du sud du Kivu sont aujourd'hui souvent appelés « Maï Maï ».
- (5) C'est une situation très différente de celle du nord du Kivu, où les rwandophones - Tutsis et Hutus confondus - représentent au moins 60 % de la population.
- (6) Les densités sont de l'ordre de 350 habitants/kilomètre carré, avec des pointes locales de 800 ou 1 000.
- (7) Deux millions, car au 1,2 million de réfugiés au Zaïre, il faut ajouter les quelque 900 000 qui se trouvaient en Tanzanie.

Mots-clés

- République démocratique du Congo
- Rwanda
- Démographie
- Guérilla
- Guerre civile

Dans une autre langue :

- **Congolese flashpoint**
- **Una polveriera nel cuore del Congo-Kinshasa**
- **Der Krieg in Kivu, den keiner sehen will**